



LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

ISSN 2608-984X

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°447 (22 MARS 2026)

RELATION FRANCO-ALLEMANDE ET DOCTRINE DE DÉFENSE
EUROPÉENNE

LA RELATION FRANCO-ALLEMANDE

Introduction

Philippe Meyer :

Les relations franco-allemandes se sont tendues ces derniers mois autour de nombreux sujets. Fin décembre, c'était l'accord commercial avec le Mercosur. Puis l'utilisation des avoirs gelés russes a opposé les deux capitales : Friedrich Merz était en faveur de la confiscation des avoirs russes gelés en Europe – quelque 200 milliards d'euros – pour aider militairement l'Ukraine, plutôt que d'un emprunt européen appelé de ses vœux par le président français. Emmanuel Macron ne l'a pas suivi dans cette mesure qui impliquait de tordre le bras à la Belgique. Début février, dans un entretien avec la presse, le président français prônait une émission de dette européenne, des eurobonds, pour accélérer les investissements du Vieux Continent dans les technologies de rupture suscitant l'irritation des pays « frugaux », notamment l'Allemagne qui a pointé du doigt la nécessité pour l'Europe de mener des réformes structurelles et d'investir moins d'argent dans des secteurs comme l'agriculture. Autre pierre d'achoppement, en matière d'énergie, la France mise sur le nucléaire, tandis que l'Allemagne parie sur les renouvelables. En février, Berlin a reproché à la France, des efforts « *insuffisants* » en matière de dépenses de défense. Dans le même temps, Paris et Berlin n'arrivent pas à s'entendre sur le système aérien du futur (SCAF), sur fond de rivalités industrielles entre Dassault et Airbus. Le chancelier allemand a affirmé que son pays n'avait pas besoin du même avion que la France, laissant entendre que Paris et Berlin pourraient construire deux appareils différents, chacun de son côté.

Longtemps, l'Allemagne a incarné les moyens économiques et la France, la volonté politique et militaire. Mais depuis, Friedrich Merz, comme il l'a redit en février lors de conférence de Munich sur la sécurité, a décrété « *la fin des longues vacances loin de l'histoire du monde* » après avoir lancé un grand programme d'investissement dans la défense. Le chancelier allemand a promis de faire de la Bundeswehr « *la plus grande armée conventionnelle d'Europe* ». Désormais les incompréhensions majeures portent aussi sur les questions de défense, au-delà même du blocage sur le SCAF. Tandis que Paris défend la voie d'une Europe souveraine et d'une « *autonomie stratégique* », le chancelier allemand, plus prudent, mise sur la complémentarité entre un renforcement de l'indépendance de l'Union européenne et une revitalisation des liens qui la rattachent aux Etats-Unis. L'Allemagne est aujourd'hui le pays le plus engagé dans le soutien à l'Ukraine au travers de l'Union européenne comme en bilatéral. Beaucoup moins vocale que la France, elle a donné à Kyiv l'an passé 10 milliards d'euros et la France 2 milliards.

Ces crispations franco-allemandes récurrentes ont d'autant plus d'impact qu'elles interviennent dans un moment très tendu des relations internationales.

Lucile Schmid :

Pourquoi l'arrivée de Friedrich Merz au pouvoir dans le cadre d'une grande coalition avait-elle suscité l'espoir d'une réinvention du couple franco-allemand. Parce qu'auparavant, Olaf Scholz était un chancelier assez faible, et la coalition dite tricolore ne portait pas de projet réellement cohérent entre libéraux, Verts et socialistes. Avec une grande coalition, souvent expérimentée en Allemagne, on pouvait attendre une vision commune, portée par Friedrich Merz, pour relancer le couple franco-allemand. Or, un certain nombre d'éléments ont rapidement déçu cette attente. Il est important d'ajouter au contexte européen et international la vision du contexte intérieur dans lequel se situent Emmanuel Macron et Friedrich Merz. Du côté d'Emmanuel Macron, les choses sont assez simples : il ne se représentera pas en 2027, il est sous la pression du Rassemblement national, et confronté à une situation budgétaire très mal perçue en Allemagne, marquée par l'ampleur du déficit et l'incapacité de l'Assemblée nationale à s'accorder sur un budget de redressement des comptes publics.

Mais on mesure moins que, du côté de Friedrich Merz, la pression intérieure est également forte. D'une part, parce que l'AfD progresse fortement, au-delà de l'Allemagne de l'Est, ce qui exerce une pression directe sur la culture politique de la CDU-CSU. D'autre part, parce que l'assouplissement du frein budgétaire pour relancer les ambitions en matière de défense a créé un trouble au sein des conservateurs.

Ainsi, des deux côtés, Emmanuel Macron et Friedrich Merz n'ont pas les coudées franches. Ce sont deux dirigeants confrontés à des opinions publiques divisées par rapport aux projets qu'ils portent. D'où un retour à des divergences classiques, qu'il est intéressant de replacer dans une perspective historique et

structurelle. La première concerne le Mercosur : la France a pris position en fonction de ses agriculteurs, tandis que l'Allemagne a défendu l'accord, y compris au prix de contorsions chez les Verts, pour des raisons liées à son modèle d'exportation industrielle. Cela renvoie à la structure de nos économies et à la difficulté persistante de la France à relancer son industrie dans un contexte de désindustrialisation. Deuxième divergence : la question des eurobonds ou de l'utilisation des avoirs russes gelés. Emmanuel Macron a sans doute sous-estimé que relancer l'endettement européen pour financer une stratégie de défense commune heurterait frontalement une Allemagne déjà engagée dans un effort massif de relance de son industrie et de sa défense, en rupture avec sa tradition. Il faut aussi évoquer un sujet sous-jacent : l'attachement aux États-Unis. La manière d'articuler atlantisme et souveraineté européenne est un enjeu fondamental. Les Allemands ont fait un pas vers l'idée d'une autonomie européenne, contraints par l'attitude de Trump et la stratégie américaine de décembre 2025, mais ils ne peuvent pas, du jour au lendemain, adopter une position « à la française », d'autant qu'Emmanuel Macron, dans son langage, sa méthode et son calendrier, peut heurter ses partenaires, malgré la pertinence de ses propositions sur le fond.

Enfin, il faut rappeler un point essentiel : la France était la grande puissance militaire de l'Union européenne, avec une doctrine établie et l'arme nucléaire. Si l'Allemagne devient, dans les prochaines années, la principale puissance militaire européenne, cela pose un problème d'interaction au sein du couple franco-allemand. Comment ces rôles, historiquement établis, vont-ils évoluer ? Cela étant, Français et Allemands continuent de se voir et d'entretenir une relation constante. L'image du couple franco-allemand, même si elle n'est pas reprise par les Allemands, reste forte. Tous partagent aujourd'hui un diagnostic assez commun : le projet européen doit évoluer, même si les divergences portent sur le calendrier, les moyens budgétaires et les priorités. Les équilibres restent à construire entre la France et l'Allemagne.

Marc-Olivier Padis :

Rappelons déjà que les Allemands n'utilisent pas l'expression de « couple », mais parlent plutôt de « partenaire » ou de « moteur » franco-allemand, avec l'idée que si les initiatives européennes ne viennent pas de ce binôme, l'Europe n'avance pas. Ce théorème se vérifie de moins en moins, et ce n'est pas forcément grave, car d'autres acteurs font avancer l'Union européenne.

D'abord, d'un point de vue institutionnel, la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, prend de nombreuses initiatives, parfois au-delà de ses compétences, ce qui lui est reproché. Mais elle est active et n'attend pas nécessairement un accord franco-allemand. Le Parlement européen est lui aussi très actif. On l'a vu sur le Mercosur, où il a trouvé un moyen de retarder l'entrée en vigueur du traité. Plus largement, il joue pleinement son rôle.

Ensuite, il y a des pressions extérieures qui font bouger l'Europe. La guerre russe contre l'Ukraine a contraint les Européens à évoluer. La pression américaine, depuis la réélection de Donald Trump, produit le même effet. Et le choc pétrolier lié à l'Iran oblige à nouveau les Européens à s'adapter. Ces crises successives les poussent à sortir du cadre habituel et à se renouveler, ce qu'ils ont plutôt réussi à faire ces dernières années.

Troisièmement, d'autres pays européens prennent des initiatives. La Pologne a été à l'avant-garde du soutien à l'Ukraine. L'Italie de Giorgia Meloni s'est montrée très active. L'Espagne porte aujourd'hui, en matière de relations internationales et de valeurs européennes, un message parfois plus audible que celui des institutions. Par ailleurs, comme l'a dit Lucile, Français et Allemands sont aujourd'hui fragilisés et ne peuvent plus être considérés comme les seuls acteurs centraux de l'Europe. La France est affaiblie budgétairement : elle est peu crédible lorsqu'elle propose de nouvelles dépenses financées par un emprunt européen, perçu par ses partenaires comme une manière d'échapper à ses contraintes. Elle est aussi fragilisée politiquement et institutionnellement, avec

une forte polarisation, une absence de majorité stable et un président en fin de mandat. La perspective d'une arrivée de l'extrême droite pèse également sur sa crédibilité européenne.

Mais l'Allemagne aussi est affaiblie. Friedrich Merz gouverne en grande coalition, ce qui reste complexe, et il est peu populaire. Le modèle économique allemand est fragilisé par la hausse des coûts de l'énergie et les difficultés de son modèle exportateur, notamment vis-à-vis de la Chine et des États-Unis. Le retour de la question militaire constitue également un défi. Même si l'Allemagne affiche des investissements importants et l'ambition de devenir la première armée européenne, ce n'est pas son terrain traditionnel, et cela suscite des inquiétudes chez ses voisins. Le chancelier a évoqué la nécessité d'adopter un langage de puissance, mais ce n'est pas une rhétorique familière pour l'Allemagne depuis cinquante ans. Et il ne suffit pas d'augmenter les budgets : si les entreprises comme Rheinmetall sont performantes, l'armée allemande n'a pas d'expérience opérationnelle, contrairement à l'armée française, engagée sur de nombreux terrains.

Dans ce contexte, l'Allemagne cherche régulièrement des partenaires alternatifs. C'est un schéma classique : à l'arrivée d'un nouveau chancelier, certains suggèrent de s'éloigner de Paris. Il y a eu Londres, puis le triangle de Weimar avec la Pologne. Aujourd'hui, Friedrich Merz regarde du côté de Rome. Le rapprochement avec Giorgia Meloni s'explique par des intérêts communs : un atlantisme affirmé, la présence de bases américaines, une forte interdépendance industrielle, et un agacement partagé vis-à-vis des Français donneurs de leçons. On a commenté la coopération avec l'Italie autour du char Leopard, après l'abandon allemand du char du futur. Mais cette alternative reste limitée. L'atlantisme ne procure plus les mêmes bénéfices, la relation économique est déséquilibrée en faveur de l'Allemagne, et il n'existe pas de véritable alignement politique entre Merz et Meloni, qui n'appartiennent pas à la même famille idéologique. Cette phase de rapprochement germano-italien ne durera

probablement pas. Elle n'est pas négative pour l'Europe, mais on reviendra à une relation franco-allemande plus classique. Ce ne sera plus un binôme exclusif, et ce n'est pas forcément une mauvaise nouvelle. L'essentiel est que la coopération et le dialogue restent constants à tous les niveaux entre ces deux pays.

Antoine Foucher :

Je partage ce qu'ont dit Lucile et Marc-Olivier et je voudrais, en complément, prendre un peu de recul pour comprendre ce que nous vivons aujourd'hui dans la relation franco-allemande. Sommes-nous à la fin d'une séquence historique de 60 ou 70 ans ? On peut partir de la définition de Brzezinski dans *Le Grand Échiquier* : dans la construction européenne, les Allemands cherchent la rédemption et les Français la réincarnation. Pour nous, l'Europe est une manière de retrouver une puissance, de compenser notre taille dans le monde. C'est le levier d'Archimède de De Gaulle, c'est Mitterrand affirmant qu'il ne faut jamais séparer la grandeur de la France de la construction européenne. L'Europe, pour nous, c'est la réincarnation.

Pour les Allemands, c'est la rédemption. Thomas Mann le formule clairement après la Seconde Guerre mondiale : « *il faut que l'Allemagne soit européenne pour que l'Europe ne soit pas allemande* ». Pendant 60 ans, ils ont été, en ce sens, parmi les plus européens des Européens ; pour eux, l'Europe c'est la paix, le marché et les droits de l'homme. Leur fierté nationale s'est reconstruite dans la réussite économique et démocratique. Cela s'incarne jusque dans Berlin : la porte de Brandebourg héritée de la Prusse, le mémorial de la Shoah qui symbolise la rédemption, et le Reichstag à coupole transparente qui incarne la démocratie.

Ce modèle a fonctionné pendant des décennies. Mais le dérèglement actuel ne vient pas seulement du couple franco-allemand : il vient du troisième acteur, les États-Unis. Le couple était en réalité un ménage à trois, avec les Américains garants de la sécurité européenne. Cela permettait à l'Allemagne de renoncer à

la puissance militaire et de poursuivre sa rédemption, et à la France de se projeter dans l'Europe comme levier de puissance.

À partir du moment où la garantie américaine devient incertaine, tout change.

L'Allemagne est contrainte de se reposer la question de sa sécurité et donc de sa puissance. C'est le sens du *Zeitenwende* de Scholz, et des propos récents de Merz sur la nécessité de faire de l'Allemagne la première armée conventionnelle d'Europe. C'est la levée d'un tabou majeur. On entre alors dans une nouvelle époque. Les trois acteurs – États-Unis, Allemagne, France – se retrouvent dans une configuration inédite. Les États-Unis, comme le dit Hubert Védrine, reviennent à une logique du XIXe siècle : isolationniste, brutale et impérialiste. Leur protection de l'Europe n'a duré que 70 ans sur 250 ans d'histoire. Ils disent désormais aux Européens : « *débrouillez-vous* ». Les Allemands, eux, doivent assumer la puissance. Or, ils sont déjà en position de leadership économique. S'ils deviennent aussi une grande puissance militaire, ils accèderont à un leadership politique et stratégique qui déséquilibrera profondément la relation avec la France. Et du côté français, il y a quelque chose de préoccupant. L'époque nous donne raison : la nécessité d'une indépendance européenne n'a jamais été aussi évidente, et la situation est, au fond, profondément gaullienne. Mais au moment même où l'histoire valide cette intuition, nous sommes devenus, dans les faits, anti-gaullistes.

Le gaullisme suppose un effort, une exigence d'indépendance. Or, nous n'avons jamais été aussi dépendants ni aussi peu exigeants envers nous-mêmes. C'est cela qui est frappant : les États-Unis se replient, l'Allemagne s'adapte, et nous nous retrouvons en situation d'impuissance, après des décennies à nous comporter en cigales, quand d'autres Européens ont été, dans leurs pratiques, plus lucides que nous.

Jean-Louis Bourlanges :

D'abord, un mot sur le « couple ». On critique beaucoup cette notion en

soulignant que les Allemands n'y ont jamais vraiment adhéré, préférant parler de partenaire ou, un temps, d'« axe », terme qui, pour nous, est difficilement acceptable. Mais le couple n'a jamais signifié l'absence de divergences. Même à l'époque de De Gaulle et d'Adenauer, les désaccords étaient réels. Le voyage du général de Gaulle en Allemagne en août 1962 a constitué un moment de rédemption – l'adhésion du peuple allemand était manifeste –, mais cela n'a jamais empêché les divergences. Ce que recouvre l'idée de couple, c'est qu'il n'est pas possible de faire avancer l'Europe si la France et l'Allemagne ne sont pas profondément d'accord. Ce n'est pas une condition suffisante pour que tout fonctionne, mais c'est une condition nécessaire.

Un mot sur l'Italie. Les rapprochements actuels entre Rome et Berlin sont réels, mais déjà fragiles – on le voit, par exemple, sur les questions bancaires. Surtout, il faut rappeler le rôle majeur de l'Italie dans la construction européenne. La crise de la Communauté européenne de défense, initialement franco-allemande, a été surmontée grâce à des initiatives italo-belges. La conférence de Messine a conduit au traité de Rome. L'Acte unique européen a été rendu possible par l'habileté de Craxi et d'Andreotti, qui ont permis à Margaret Thatcher d'accepter un progrès institutionnel majeur tout en sauvant la face. Plus récemment, Mario Draghi a joué un rôle décisif dans la gestion de la crise économique et financière. Le franco-allemand n'est donc pas exclusif. Il ne fonctionne que s'il est inclusif, mais il demeure nécessaire.

Aujourd'hui, le vent est mauvais. Les relations ne sont pas satisfaisantes. Certaines déclarations ont été maladroites, comme celle du chancelier sur la première puissance militaire conventionnelle – même si le terme « conventionnelle » en limite la portée, la France restant la seule puissance nucléaire. Il y a aussi les critiques du ministre allemand des Affaires étrangères sur notre effort de défense, qui sont injustes au regard des contributions respectives des deux pays sur la dernière décennie. Ce type de reproche ne se formule pas publiquement : cela relève des échanges confidentiels, pas de

l'espace politique. Tout cela traduit une atmosphère dégradée.

La France a aussi sa part de responsabilité. Sur le Mercosur, notre position est stratégiquement contestable. Comme pour le CETA, nous avons tendance à refuser des accords commerciaux dont nous reconnaissons ensuite l'intérêt. Dans un contexte où le marché chinois est difficile et le marché américain se ferme, où les États-Unis cherchent à étendre leur influence économique en Amérique latine, refuser un accord qui ouvre des débouchés industriels apparaît incohérent. D'autant que ce traité n'est pas un libre-échange agricole massif, mais un dispositif limité, avec des contingents tarifaires très faibles.

Le débat sur le Mercosur sert en réalité d'alibi à notre incapacité à traiter les difficultés structurelles de l'agriculture française. Celle-ci a perdu des parts de marché et des revenus, y compris à l'intérieur de l'Union européenne, face aux Italiens et aux Allemands. Certains acteurs le reconnaissent à demi-mot : ils refusent le Mercosur, tout en admettant que les problèmes de fond doivent être traités. Les Allemands ne comprennent pas cette incohérence, et à juste titre. Au-delà de ces choix, la France souffre de deux faiblesses majeures vis-à-vis de l'Allemagne. D'une part, sa situation économique et financière, qui nourrit une forme de condescendance allemande, largement fondée, face à notre incapacité à maîtriser nos équilibres. D'autre part, l'incertitude de nos perspectives politiques. L'Allemagne observe avec inquiétude la possibilité d'un basculement vers des forces politiques historiquement en rupture avec la construction européenne, l'Alliance atlantique et les exigences économiques communes.

Lucile Schmid :

La difficulté tient au fait que nous savons que l'Europe doit changer, et que la France comme l'Allemagne doivent également se transformer. C'est cette imbrication entre les évolutions européennes et les dynamiques intérieures qui est décisive.

Par exemple, lorsque le ministre allemand des Affaires étrangères exhorte la

France à faire davantage en matière de défense, ce qui peut paraître paradoxal, cela s'inscrit aussi dans un contexte intérieur : la CDU-CSU fait face à plusieurs élections régionales et craint la progression de l'AfD. De la même manière, en France, le Rassemblement national est très présent. Dans les deux pays, des forces politiques en progression remettent en cause le projet européen. La difficulté est donc bien ce lien entre scènes nationale et européenne, avec la montée de partis anti-européens de part et d'autre.

Par ailleurs, Marc-Olivier a raison de souligner qu'il ne suffit pas d'augmenter les budgets de défense pour construire une armée et une doctrine. L'exemple de l'Ukraine est éclairant : avec des moyens limités et dans une situation extrême, elle a su bâtir une armée d'une grande résilience. Autrement dit, l'investissement financier ne suffit pas. L'Allemagne ne deviendra pas du jour au lendemain une puissance militaire.

QUELLE DOCTRINE MILITAIRE POUR LES EUROPÉENS ?

Introduction

Philippe Meyer :

Le ton frontalement hostile adopté par Washington à l'égard de l'Union européenne en tant que projet politique impose une réévaluation stratégique profonde de la relation transatlantique. 2026 pourrait marquer l'entrée dans une décennie où les pays européens devront choisir entre résignation stratégique et construction active d'une souveraineté de défense crédible. L'un des piliers de la boussole stratégique — le document clef pour la stratégie de défense européenne adopté en 2022 — touche au renforcement des capacités de gestion des crises. À ce titre, l'Union a créé une « *capacité de déploiement rapide* », force européenne composée de 5.000 soldats pouvant être déployée pour les efforts de stabilisation, de sauvetage et d'évacuation, d'assistance humanitaire et de secours en cas de catastrophe, de maintien de la paix, de prévention des conflits et de renforcement des capacités. Opérationnelle depuis 2025, elle est contrôlée et commandée par la Capacité militaire de planification et de conduite de l'Union : elle constitue ainsi une véritable « *force européenne* ».

L'année 2025 a vu plusieurs d'initiatives destinées à renforcer l'industrie de défense européenne : programme pour rationaliser l'acquisition conjointe et accélérer la montée en puissance de capacités critiques, programme destiné à financer la création d'une base industrielle européenne compétitive à long terme ... Difficilement mis en œuvre, ils se heurtent au dilemme stratégique entre préférence européenne et achat à des partenaires extra-européens puisant dans leurs stocks existants.

Afin de renforcer et diversifier ses relations avec des pays tiers, l'Union a signé huit partenariats de sécurité et de défense en 2025 avec l'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie, le Canada, le Royaume-Uni, le Japon et la Corée du Sud. La décision prise à l'été 2025 par les pays membres de l'OTAN de porter leurs dépenses militaires de 3,5 % à 5 % du PIB constitue une étape cruciale pour renforcer la défense européenne.

En évoquant le 2 mars à l'Île longue une évolution de la doctrine nucléaire vers une « *dissuasion avancée* » et un renforcement du dialogue stratégique avec les partenaires européens, Emmanuel Macron a ouvert la perspective d'une nouvelle architecture de sécurité pouvant conduire à structurer l'environnement stratégique européen autour de la dissuasion française.

Mais, dans le domaine conventionnel, selon le *Center for Strategic and International Studies*, les stocks de munitions européens restent relativement limités. Le rythme de consommation observé dans la guerre en Ukraine a mis en évidence les difficultés de nombreux États européens à soutenir durablement un conflit de haute intensité. Cette fragilité constitue aujourd'hui l'un des principaux défis pour la sécurité européenne.

Marc-Olivier Padis :

Les Européens prennent de nombreuses initiatives pour renforcer leurs capacités militaires. Mais une question préalable s'impose : avec quelle doctrine s'organiser, et surtout face à quelle menace ? Ce qui me frappe, c'est que ce ne sont plus seulement les États européens qui sont menacés, mais l'idée européenne elle-même, visée par de grandes puissances à logique impériale.

L'argument de Poutine pour envahir l'Ukraine repose précisément sur le choix des Ukrainiens de se reconnaître comme Européens et de rejoindre l'Union.

C'est donc bien cette perspective européenne qui est attaquée.

De même, lorsque le vice-président américain J.D. Vance intervient à Munich pour fustiger les Européens, c'est aussi l'idée européenne qui est en cause. Nous sommes désormais face à une menace explicite. Avant 2022, la Russie privilégiait des formes plus ambiguës : guerre hybride, soutien à des mouvements sécessionnistes, actions en Géorgie, campagnes de désinformation relativement dissimulées. Aujourd'hui, la confrontation est ouverte, même si tous les Européens ne la reconnaissent pas de la même manière, comme le montre la position hongroise.

Mais au-delà de la menace, nous faisons face à une double contrainte : se défendre, tout en évitant de rester dépendants de ceux qui prétendent nous protéger. La question de la cybersécurité est emblématique. Les menaces, notamment russes, visent nos infrastructures et nos systèmes d'information. Pourtant, les outils de protection nous placent dans une dépendance technologique très forte vis-à-vis des États-Unis, ce qui limite notre souveraineté. La souveraineté ne consiste pas seulement à se défendre, mais aussi à ne pas dépendre des solutions mises en œuvre pour se défendre. On le voit aussi dans le domaine des armements : certains équipements américains, notamment les

avions de chasse, s'accompagnent de contraintes de maintenance et de clauses juridiques qui maintiennent une dépendance durable vis-à-vis du fournisseur. Enfin, il y a une dimension encore plus complexe : ce sont les valeurs européennes elles-mêmes qui sont contestées. Comment défendre le multilatéralisme, le droit et l'égalité dans un système international où des puissances néo-impériales et néo-autoritaires rejettent ces principes ? Nous ne disposons pas encore de réponse satisfaisante. La présidente de la Commission a récemment insisté sur la défense des intérêts plutôt que des valeurs. C'est un tournant. Mais il me semble que les deux doivent être défendus. À cet égard, le discours du Premier ministre canadien Mark Carney, apparaît plus convaincant.

Lucile Schmid :

Il faut bien comprendre que lorsqu'on parle d'Europe en matière de doctrine de défense, on ne parle pas seulement de l'Union européenne. On parle des États membres, des puissances militaires au sein de l'Union, mais aussi du Royaume-Uni, qui n'en fait plus partie tout en restant un acteur clef de l'OTAN. On est donc face à plusieurs cercles et plusieurs institutions. Pour reprendre l'image évoquée par Antoine, ce n'est plus un ménage à trois, mais une configuration beaucoup plus complexe, avec de multiples acteurs appartenant à des cadres institutionnels différents.

Dans ce contexte, la proposition d'Ursula von der Leyen de financer une défense européenne par l'emprunt est importante, mais l'essentiel reste l'OTAN. Or, dans l'OTAN, les États-Unis cherchent à maintenir une forme de dépendance des Européens, notamment en matière d'armement : acheter des équipements américains, puis dépendre de leur maintenance. À l'inverse, la position française consiste à développer une industrie européenne de défense, en s'appuyant d'abord sur ses propres capacités, pour renforcer le pilier européen de l'OTAN. Mais cela se heurte à plusieurs résistances. Les Allemands dépendent davantage des États-Unis, ne souhaitent pas dépendre des Français et

cherchent à développer leur propre industrie. Cela explique en partie les tensions autour du projet d'avion de combat commun : entre un appareil adapté aux besoins français, incluant la dimension nucléaire et aéronavale, et une approche allemande différente, voire le maintien d'équipements américains comme les F-35.

Tout cela rend l'ensemble extrêmement complexe, avec des dépendances croisées et des arrière-pensées nationales. Mais il faut aussi revenir à des considérations très concrètes. En cas de conflit de haute intensité en Europe, l'OTAN rencontrerait aujourd'hui des difficultés logistiques majeures. Il faudrait plusieurs jours, voire une quinzaine de jours, pour organiser efficacement le déploiement de forces vers le front. La question n'est donc pas seulement doctrinale, elle est aussi logistique. Les Ukrainiens, sur ce point, offrent des enseignements précieux : la rapidité de mobilisation et d'acheminement des moyens est déterminante. Or, les corridors européens censés permettre ces mouvements ne sont pas pleinement opérationnels. On se trouve ainsi face à des enjeux très concrets, qui impliquent des institutions différentes et des stratégies nationales divergentes. Lorsque le chancelier allemand explique que le projet d'avion de combat commun ne correspond pas aux besoins de son pays, il exprime en réalité une volonté de conserver des équipements américains ou de développer une solution strictement nationale. Dans le même temps, des investissements massifs ont été annoncés, mais des capacités industrielles, notamment en France, restent sous-utilisées, faute de décisions politiques claires et d'accords sur les orientations stratégiques.

La question devient alors : comment dépasser ces arrière-pensées, les expliciter et construire un accord politique réel ? C'est à cette condition que l'on pourra définir ce que signifie concrètement défendre l'Europe en tant qu'Européens.

Antoine Foucher :

Pour prolonger ce qui vient d'être dit, je voudrais poser une question simple : si

l'on veut construire une capacité de défense européenne, l'Union européenne est-elle le bon vecteur ?

Personnellement, je ne le crois pas, pour deux raisons principales. La première est institutionnelle : les traités ne prévoient pas une telle compétence. Les modifier supposerait une unanimité difficile à obtenir et mobiliserait une énergie politique considérable pour un résultat incertain.

La seconde est plus fondamentale. La Défense et la guerre sont des sujets trop sérieux pour être structurés principalement par une administration civile. Les institutions européennes portent, à juste titre, une culture de paix et de marché, qui est au cœur de l'identité européenne. Mais construire une capacité de défense suppose de réintroduire une logique de puissance, ce qui est difficile si l'impulsion vient d'acteurs imprégnés de cette culture.

Si ce n'est pas l'Union européenne, alors quel cadre ? Le plus pertinent me semble être le pilier européen de l'OTAN. L'OTAN constitue aujourd'hui un cadre de transition, permettant aux Européens de renforcer leurs capacités tout en se détachant progressivement des États-Unis, dans un environnement sécurisant. Cela suppose de commencer par des mesures concrètes. D'abord : *qui commande* ? Aujourd'hui, le commandement militaire de l'OTAN est confié à un Américain. Peut-on envisager qu'il revienne à un Européen ? Si oui, selon quelles modalités de rotation entre Français, Allemands, Italiens, Britanniques ou autres ? Ensuite : *quelles armes utilise-t-on* ? Les Européens achètent aujourd'hui environ 70 % de leurs équipements aux États-Unis. Peut-on fixer une trajectoire de réduction progressive, par exemple 50 % en 2030, puis 40 % en 2035, afin de renforcer l'autonomie industrielle européenne ? Enfin, il faut mener des opérations avec un soutien logistique européen, sans dépendre systématiquement des capacités américaines. Ce sont ces démarches concrètes, à la fois symboliques et opérationnelles, qui permettront aux Européens d'apprendre à agir ensemble et de tester leur autonomie.

C'est ainsi que pourra se construire, progressivement, une véritable capacité de

défense européenne. Car, au XXI^e siècle, un pays ou un continent incapable d'assurer sa propre défense ne peut être pleinement libre.

Jean-Louis Bourlanges :

Je vais revenir sur l'Allemagne, mais en centrant mon propos sur la Défense.

Pour comprendre l'Allemagne, il faut voir à quel point elle est aujourd'hui perturbée et divisée. Elle traverse une crise énergétique majeure, liée à la rupture avec la Russie et à ses choix antinucléaires, dont elle mesure désormais les effets. Elle connaît aussi une crise de son modèle économique vis-à-vis de la Chine. Les grandes entreprises souhaitent maintenir des liens étroits avec ce marché, tandis que le tissu industriel intermédiaire redoute d'en être coupé. Ces tensions contradictoires pèsent directement sur le chancelier.

Mais la crise la plus profonde concerne l'articulation entre les niveaux atlantique, national et européen. Elle n'est pas résolue, y compris dans l'esprit du chancelier, ce qui explique ses variations de discours. L'identité allemande d'après-guerre reposait sur un double ancrage : l'engagement européen et la solidarité avec les États-Unis. Or, le retrait américain, y compris idéologique, fragilise cet équilibre et fait naître un doute sur la nature du lien européen. Il existe une tentation de repli national, mais Friedrich Merz sait qu'elle est illusoire. L'Allemagne ne peut relever les défis chinois, sécuritaires ou technologiques sans un ancrage européen fort.

Sur le plan de la défense, il faut souligner l'importance du discours du président de la République à l'Île Longue. Contrairement à d'autres initiatives, celui-ci a été préparé et bien accueilli, notamment en Allemagne et en Pologne. La notion de « dissuasion avancée » repose sur un équilibre clair : maintien de la souveraineté nationale dans l'usage de l'arme nucléaire, mais contribution à la sécurité de l'ensemble des partenaires européens. Le point central est l'articulation avec ce que le président appelle l'« épaulement conventionnel ». La dissuasion nucléaire est, par nature, une force qui sert à ne pas servir. Elle protège, mais ne permet pas l'action. En revanche, la guerre conventionnelle est le lieu de la manœuvre

stratégique : frappes en profondeur, défense avancée, systèmes d'alerte. C'est là que se joue concrètement la sécurité européenne, et cela suppose des choix technologiques majeurs. Or, la France se trouve face à une contrainte forte : un niveau d'endettement élevé, une difficulté à mobiliser des ressources budgétaires supplémentaires, et une opinion publique peu encline à consentir l'effort nécessaire. Dans ces conditions, le risque est que la France, déjà engagée dans le financement de la dissuasion nucléaire, ne puisse pas investir suffisamment dans l'épaullement conventionnel. On pourrait alors voir se dessiner un partage implicite des rôles : à la France la dissuasion, aux autres, notamment à l'Allemagne, les capacités conventionnelles.

Ce serait problématique, car la véritable capacité d'action stratégique se situe précisément dans le domaine conventionnel. La dissuasion est une garantie ultime, mais la manœuvre politico-militaire repose sur les capacités conventionnelles. L'initiative présidentielle est donc pertinente et ambitieuse, mais elle suppose un effort majeur de réorientation de nos priorités. Or, le débat intérieur ne semble pas exactement aligné sur cet impératif ...